



Communication en Conseil des Ministres

Objet : Situation de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2025

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2025, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés à l'issue de la mission d'évaluation du FMI de mars 2025.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les **ressources** mobilisées hors Comptes Spéciaux du Trésor à fin septembre 2025, s'élèvent globalement à **11.715,2** milliards de FCFA pour une prévision de 10.733,2 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 109,1%.

Les réalisations de ressources comprennent **5.547,1** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **6.168,1** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

1.1. Les recettes budgétaires

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **5.292,4** milliards de FCFA à fin septembre 2025 contre un objectif de 5.372,2 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 98,5%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'exportation** se sont chiffrées à **466,2 milliards de FCFA** contre un objectif de 532,8 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 87,5% principalement en lien avec un volume de cacao exporté moins élevé que projeté (1 million de tonnes pour une prévision de 1,2 million de tonnes) et un prix Caf du cacao inférieur aux prévisions (2 549,8 FCFA/Kg pour un objectif de 2 890 FCFA/Kg) ;
- **l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers** s'est établi à **220,2 milliards de FCFA** contre un objectif de 246,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 89,4% essentiellement imputable à un niveau plus faible de paiements de l'IRVM par certains contribuables par rapport à 2024 du fait de leurs entrées en bourse (-23,5 milliards de FCFA) en lien avec l'application d'un taux réduit (10% contre 15% pour le droit commun) ;
- **la taxe sur les opérations bancaires** a été collectée à hauteur de **99,7 milliards de FCFA**, pour un objectif de 110 milliards de FCFA soit un taux de recouvrement de 90,6% en lien avec le retard de paiement enregistré au niveau de certaines banques ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** (hors TVA exonérée sur projets cofinancés) est ressortie à **628,3 milliards de FCFA** contre un objectif de 658,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,4% en raison principalement du retard enregistré dans le déploiement de la facturation normalisée électronique (FNE) ainsi que du niveau relativement élevé de remboursements de crédits de TVA ;

- **les droits d'enregistrements café cacao** ont été collectés à hauteur de **129,3 milliards de FCFA**, pour un objectif de 135,2 milliards de FCFA correspondant à un taux de recouvrement de 95,6%. Cette contre-performance s'explique par la baisse des quantités exportées de cacao ;
- **l'impôt sur le traitement des salaires (ITS)** a été recouvré à hauteur de **626,2 milliards de FCFA** contre un objectif de 635,4 milliards de FCFA, affichant ainsi un taux de réalisation de 98,5%. Ce niveau de réalisation résulte en particulier de l'impact de l'application de la réforme des ITS et la mise en œuvre différée du dispositif de déclaration fusionnée des ITS et des cotisations sociales ;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été collecté à hauteur de **778,4 milliards de FCFA**, pour un objectif de 786,7 milliards de FCFA correspondant à un taux de recouvrement de 98,9%. Cette contreperformance est essentiellement liée au niveau moins important que prévu des résultats fiscaux des entreprises en raison de l'accroissement significatif de leurs charges d'exploitation ainsi qu'au nombre relativement plus élevé des contribuables qui se sont acquittés de l'impôt minimum.

Toutefois, certaines natures de recettes enregistrent des niveaux de recouvrement plus élevés que les objectifs fixés à fin septembre 2025. Il s'agit notamment :

- **des droits et taxes à l'importation sur les produits pétroliers** (+94,8 milliards de FCFA) en raison d'une taxation supérieure à l'objectif (280,57 f/l et 195,56 f/l contre des prévisions de 229,02 f/l et 190,74 f/l respectivement pour le super carburant et le gasoil) ;
- **des droits et taxes à l'importation sur les marchandises générales** (+39,2 milliards de FCFA) en rapport avec un niveau plus élevé que prévu des volumes d'importation (13,3 millions de tonnes contre un objectif de 11,6 millions de tonnes).
- **de la taxe ad valorem** (+5,2 milliards de FCFA) en lien avec les effets combinés de la montée du prix de l'or et du relèvement de 2 points du taux de la taxe applicable à ce produit.

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de 210,7 milliards de FCFA contre 130,5 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 80,2 milliards de FCFA en lien avec le recouvrement plus élevé que prévu de certaines taxes. Elles comprennent 67,6 milliards de FCFA de dividendes contre 25,1 milliards de FCFA prévus, 90,1 milliards de FCFA de recettes de services contre 62,9 milliards de FCFA prévus, 11,2 milliards de FCFA de bonus de signature non initialement prévus et 9,7 milliards de FCFA de ressources au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural contre 5,4 milliards de FCFA prévus. Les recettes non fiscales comprennent également 29,7 milliards de FCFA de revenus du domaine et 2,3 milliards de FCFA de surcote enregistrée sur les émissions de titres publics.

Quant aux **dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **43,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 150,3 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation de ces ressources est composé uniquement de dons-projets. Il est essentiellement imputable au report en 2026 et 2027 des ressources CDD initialement attendues en 2025.

1.2. Les ressources de trésorerie

Les **ressources de trésorerie**, ont été mobilisées à hauteur de **6.158,1 milliards FCFA** pour une prévision de **5.079,6 milliards de FCFA**. Elles comprennent les transferts des entreprises, les émissions de titres publics sur les marchés monétaires et financier et les ressources extérieures d'emprunts.

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par les entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **52,1** milliards de FCFA pour un objectif de **45,1** milliards de FCFA. Ce montant intègre **51,4** milliards de FCFA provenant du Port Autonome d'Abidjan.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **4.594,5** milliards de FCFA pour une prévision de **3.755,6** milliards de FCFA soit un écart de **838,9** milliards FCFA en lien avec les conditions favorables des marchés. Elles comprennent **1.823,2** milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, **1.040,9** milliards FCFA de bons du Trésor, **671,7** milliards d'emprunts obligataires et **1.058,7** milliards de FCFA de mobilisation sur le marché international.

Concernant **les ressources extérieures**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **1.511,4** milliards de FCFA à fin septembre pour un objectif de **1.278,9** milliards de FCFA. Ce résultat est en lien avec la mobilisation d'un prêt lié à la durabilité (Sustainability Linked Loan) de **284** milliards de FCFA. Ces ressources comprennent **1.074,6** milliards de FCFA d'emprunts-projets y compris le prêt lié à la durabilité et **446,9** milliards de FCFA d'emprunts-programmes dont **426,9** milliards d'appui budgétaire du FMI.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin septembre 2025, **les dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **11.338,4** milliards de FCFA pour une prévision de **11.331,1** milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de **100,1%**. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

II. 1. Les dépenses budgétaires

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **1.293,1** milliards de FCFA pour une prévision de **1.267,3** milliards de FCFA, soit un écart de **25,7** milliards de FCFA en raison principalement de la prise en compte des garanties des financements contractés. Les charges financières de la dette publique sont composées de **506,3** milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et **786,7** milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **1.935** milliards de FCFA en ligne avec l'objectif.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de **112,3** milliards de FCFA pour une prévision de **113,7** milliards de FCFA, soit un écart négatif de **1,4** milliards de FCFA. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (**95,5** milliards de FCFA), de téléphone (**10,1** milliards de FCFA) et d'eau (**6,7** milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services se sont chiffrés à **647,4** milliards de FCFA contre une prévision de **589** milliards de FCFA.

Les transferts (hors dépenses liées au CNS et aux élections) ont été exécutés à hauteur de **553,2** milliards de FCFA, pour une prévision de **497,7** milliards de FCFA, soit un écart positif de **55,5** milliards de FCFA dont **38,8** milliards de FCFA expliqués par la subvention au secteur électricité (**78,9** milliards de FCFA en réalisation contre **40** milliards de FCFA en prévision). Ces dépenses incluent en outre la subvention aux écoles privées (**140,8** milliards de FCFA), les bourses et pécules (**83,4** milliards de FCFA) les transferts aux EPN (**79,4** milliards de FCFA) et les transferts aux collectivités décentralisées (**27,3** milliards de FCFA).

Concernant **les dépenses de sécurité et d'élections**, elles sont ressorties à **251,2** milliards de FCFA.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **2.588,8** milliards de FCFA pour une prévision de **2.654,8** milliards de FCFA, soit un taux d'exécution

de 97,5%. Ce niveau d'exécution comprend 1.754,3 milliards de FCFA de dépenses d'investissement financées sur Trésor et 834,5 milliards de FCFA sur financement extérieur de projets.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que huit (08) d'entre eux affichent des taux d'exécution inférieur à 50%, douze (12) d'entre eux ont un taux compris entre 50% et 75% et dix-huit (18) d'entre eux présentent des taux d'exécution supérieur à 75%.

II.2. Les charges de trésorerie

Les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital de la dette publique, ont été réglées à hauteur de **3.957,4** milliards FCFA pour une projection de **3.904,3** milliards de FCFA.

II.3. Les dépenses de lutte contre la pauvreté et dépenses sociales spécifiques

S'agissant des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que les dépenses sociales spécifiques, elles se sont établies respectivement à **3.027,5** milliards de FCFA et à **895,1** milliards de FCFA à fin septembre 2025, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 2.785,5 milliards de FCFA et de 858,3 milliards de FCFA.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat au terme du troisième trimestre 2025 enregistre un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources, en rapport avec la mise en œuvre des mesures de la stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (SRMT 2024-2028) visant à consolider l'accroissement du recouvrement des recettes. Quant aux dépenses, elles ont été contenues dans la limite des crédits budgétaires prévus.

Le niveau satisfaisant de réalisation à fin septembre 2025 des recettes et des dépenses a permis le respect des engagements budgétaires du Programme Economique et Financier conclu avec le Fonds Monétaire International.

Les efforts d'accroissement du recouvrement des recettes, d'accélération du rythme d'exécution des dépenses d'investissement et de maîtrise des charges de fonctionnement seront maintenus durant le quatrième trimestre, en vue de garantir l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement 2021-2025 et du Programme Economique et Financier.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin septembre 2025 soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

 **LE MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**

Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin septembre 2025)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)	DEPENSES	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES					
RECETTES FISCALES (y/c FER)	5 372,2	5 292,4	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	1 267,3	1 293,1
- DGI	3 198,2	3 094,6	Dettes Intérieures	565,2	506,3
- TRESOR	1,1	9,7	Dettes Extérieures	702,1	786,7
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 048,4	2 115,7			
- TVA exonérée	124,6	72,5	PERSONNEL	1 935,1	1 935,0
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	130,5	210,7	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	702,7	759,7
Recettes non fiscales du Trésor	88,0	157,7	Abonnement	113,7	112,3
Revenus du domaine DGI	37,1	29,7	Autres achats de biens et services	589,0	647,4
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	11,2			
Licences de télécommunication	0,1	0,0	TRANSFERTS (hors Covid-19, CNS et élections)	497,7	553,2
Fonds d'investissement en milieu rural	5,4	9,7	Subvention au secteur électricité	40,0	78,9
Autres recettes non fiscales	0,0	2,3	Autres transferts	457,7	474,3
DONS	150,9	43,9	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	369,2	251,2
Dons programmes	87,6	0,0	Sur financement intérieur	369,2	251,2
AFD (C2D)	87,6		dont investissement		
GVT Espagnol (PCD)			sur financement extérieur		
UE	0,0	0,0			
BEI			INVESTISSEMENT	2 654,8	2 588,8
Dons projets	63,3	43,9	- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 788,7	1 754,3
			Projets C2D et PCD	104,2	36,7
			Investissement FIMR	5,4	9,7
			Fonds d'Entretien Routier	197,2	187,7
			Autres investissements	1 481,9	1 520,2
			- Financement extérieur des projets	866,1	834,5
			Emprunts-projets	802,8	790,5
			Dons-projets	63,3	43,9
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	5 653,6	5 547,1	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	7 426,8	7 381,0
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE					
Privatisation et ventes d'actifs	0,0	0,0	Amortissement de la dette publique	3 904,3	3 957,4
Transfert des entreprises/dette rattachée	45,1	52,1	Dettes Intérieures	2 435,5	2 458,6
Emprunts sur marchés monétaire et financier	3 755,6	4 594,5	Dettes Extérieures	1 468,8	1 498,9
Emprunts obligataires	1 162,4	671,7			
Bons et obligations du Trésor	1 622,2	2 864,1			
Financement en devises	971,0	1 058,8			
Emprunts programmes	476,0	446,9			
FMI (y compris FRD)	451,2	426,9			
Banque Mondiale	0,0				
Banque Africaine de Développement	24,8	20,0			
AFD (Autre appui budgétaire)					
Allemagne					
JICA					
Autres					
Emprunts-projets	802,8	1 074,6			
Dont SLL		284,0			
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	5 079,6	6 168,1	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	3 904,3	3 957,4
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	10 733,2	11 715,2	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	11 331,1	11 338,4

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGF, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin septembre 2025)

En milliards de FCFA

LIBELLES	Septembre 2025		
	Objectif révisé	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c TVA exonérée)	5 372,2	5 292,4	-79,7
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (hors TVA exonérée)	5 247,6	5 220,0	-27,6
DGI	3 198,2	3 094,6	-103,6
Impôts directs	1 819,7	1 767,2	-52,6
Impôts sur bénéfices	937,9	929,2	-8,7
BIC pétrole et gaz	105,2	105,6	0,4
- BIC pétrole	34,7	15,9	-18,8
- BIC gaz	70,6	89,8	19,2
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	1 714,5	1 661,5	-53,0
- BIC hors pétrole	786,7	778,4	-8,3
- Impôt synthétique et AIRSI	32,1	31,5	-0,5
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	13,8	13,6	-0,3
- Impôts sur revenus et salaires	635,4	617,8	-17,6
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	246,4	220,2	-26,3
Impôts indirects	1 378,5	1 327,4	-51,1
TVA (hors part secteur électricité)	658,7	628,3	-30,4
TOB	110,0	99,7	-10,4
Taxe sur boissons et tabacs	95,7	96,6	0,9
Droits d'enregistrement et de timbre	262,6	256,2	-6,4
<i>dont enregistrement café cacao</i>	135,2	129,3	-5,9
Patentes et Licences	20,4	18,5	-1,8
Taxe d'exploitation pétrolière	14,8	6,8	-8,0
Taxe d'exploitation du gaz	30,2	39,4	9,2
Taxe sur les télécommunications	56,4	51,8	-4,6
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	26,8	23,1	-3,7
Taxe ad valorem	97,6	102,8	5,2
Taxe pour le développement touristique	1,2	1,0	-0,2
Taxe/sachet et mat plast	0,3	0,3	0,0
Accises et autres taxes indirectes	3,8	3,0	-0,9
<i>Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques</i>	1,9	1,3	-0,6
TRESOR	1,1	9,7	8,6
Impôts directs	0,0	8,4	8,4
Impôts sur revenus et salaires	0,0	8,4	8,4
Impôts indirects	1,1	1,3	0,2
Timbres et vignettes	1,1	1,3	0,2
DGD (hors PCC, PCS et RPI)	2 048,4	2 115,7	67,4
Droits et taxes à l'importation	1 515,6	1 649,6	134,0
Taxes sur produits pétroliers	445,4	540,2	94,8
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	1 070,2	1 109,4	39,2
Taxes à l'exportation	532,8	466,2	-66,6
TVA et droits de douanes exonérés sur projets cofinancés	124,6	72,5	-52,1
DGI	63,5	23,8	-39,7
DGD	61,1	48,7	-12,4

Source : DGI, DGD, DGTCP

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(En FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2025	Exécution fin septembre 2025	Taux d'exécution fin septembre 2025
Ministère du Tourisme et des Loisirs	1 025 000 000	220 951 497	21,6%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	122 411 874 911	27 056 798 136	22,1%
Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	2 510 521 825	717 002 252	28,6%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	8 654 415 241	2 487 002 903	28,7%
Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	7 185 880 343	2 502 166 769	34,8%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	10 112 427 481	3 746 311 070	37,0%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	26 639 694 860	10 905 092 786	40,9%
Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	164 510 000	69 510 000	42,3%
Cour de Cassation	250 000 000	130 000 000	52,0%
Cour des Comptes	1 009 400 000	524 888 000	52,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	73 952 648 078	38 777 762 928	52,4%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	454 521 007 406	250 889 205 724	55,2%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	354 546 155 932	195 816 983 976	55,2%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	208 626 730 565	127 708 279 145	61,2%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 509 427 340	924 544 977	61,3%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	288 406 751 520	183 649 168 650	63,7%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	24 072 152 152	15 557 146 398	64,6%
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	12 438 354 175	8 174 384 397	65,7%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	25 639 474 499	17 183 952 792	67,0%
Représentation Nationale	2 180 000 000	1 560 000 000	71,6%
Ministère des Transports	288 863 138 802	223 472 414 727	77,4%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	38 889 789 793	30 428 402 035	78,2%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	19 467 409 130	15 329 502 532	78,7%
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	8 374 051 321	6 639 671 683	79,3%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	9 635 037 500	7 747 614 734	80,4%
Ministère de la Communication	4 353 228 222	3 522 132 549	80,9%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	249 532 139 065	204 697 891 582	82,0%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	57 944 017 849	48 882 323 888	84,4%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	209 893 117 507	178 416 842 588	85,0%
Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	21 167 461 739	18 005 860 226	85,1%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	53 348 961 581	45 726 139 268	85,7%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	82 283 262 698	72 263 423 973	87,8%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	218 692 435 934	193 524 569 808	88,5%
Ministère des Finances et du Budget	192 755 090 414	170 661 332 173	88,5%
Ministère des Eaux et Forêts	53 576 695 854	48 441 032 742	90,4%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	90 788 016 400	83 546 318 551	92,0%
Présidence de la République	103 027 551 987	97 437 034 655	94,6%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	57 019 436 068	54 020 789 051	94,7%
Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	3 853 177 314 380	2 391 364 449 165	62,1%
Dépenses communes	483 941 681 520		0,0%
Compte spéciaux	277 327 286 000	197 430 846 418	71,2%
Total Général	4 614 446 281 900	2 588 795 295 583	56,1%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2025

(En FCFA)

DOMAINES	2024	2025		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif fin septembre	Exécution à fin septembre
01 Agriculture et développement rural	121 608 687 681	103 386 380 369	60 168 711 618	96 202 732 741
01.0 Administration générale	16 946 811 057	16 562 489 569	12 724 365 660	13 055 297 152
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	35 476 561 161	25 455 104 141	18 292 953 842	34 992 428 538
01.2 Formation et encadrement	47 636 802 269	41 043 586 225	17 393 487 041	33 551 720 757
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 638 513 194	9 474 914 434	5 813 015 551	6 703 286 294
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	12 910 000 000	10 850 286 000	6 263 504 159	7 900 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	16 354 280 169	17 596 710 359	14 206 648 072	11 867 681 043
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 423 300 793	10 979 124 979	8 088 667 446	7 203 363 311
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 316 393 994	2 462 652 089	2 169 545 378	2 023 226 203
02.2 Pêche et aquaculture	4 614 585 382	4 154 933 292	3 948 435 247	2 641 091 529
03 Education	1 751 292 991 102	1 885 226 883 798	1 482 279 329 252	1 482 206 744 647
03.0 Administration générale	140 973 003 864	124 379 017 284	100 365 038 788	104 482 177 744
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	738 291 090 170	751 987 620 612	562 549 144 058	601 137 734 249
03.2 Alphabétisation	642 455 045	720 245 213	558 446 341	620 107 292
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	585 878 639 889	703 771 362 038	580 717 933 493	535 704 433 579
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	285 507 802 134	304 368 638 651	240 879 496 356	240 262 291 783
04 Santé	665 611 394 421	767 842 264 441	494 741 031 479	533 021 651 483
04.00 Administration générale santé	303 029 751 001	367 641 383 930	225 828 012 496	260 115 002 580
04.01 Système de santé primaire	163 355 104 974	181 523 657 492	107 117 587 796	114 360 546 033
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	5 008 166 328	2 100 000 000	1 616 405 490	4 745 078 092
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	103 838 084 552	123 973 288 429	122 940 433 360	89 087 916 394
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	23 115 065 553	4 095 593 082	1 742 722 519	2 935 754 897
04.05 VIH/SIDA	7 046 594 366	29 394 833 187	28 011 009 675	18 564 003 462
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	60 218 627 647	59 113 508 321	43 467 437 953	43 213 350 025
05 Eau et Assainissement	202 625 331 898	213 086 061 759	119 165 126 044	229 398 677 000
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	105 163 733 976	111 075 855 416	84 170 772 488	100 400 457 367
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	97 461 597 922	102 010 206 342	34 660 033 649	128 998 219 633
06 Energie	126 400 760 858	127 266 410 640	108 282 319 597	87 369 085 114
06.1 Accès à l'électricité	126 400 760 858	127 266 410 640	108 282 319 597	87 369 085 114
07 Routes et ouvrages d'art	375 639 998 128	422 009 734 123	300 451 001 687	290 951 166 604
07.1 Entretien pistes rurales	13 818 450 841	8 653 099 033	4 233 878 509	5 422 439 680
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	201 067 656 237	143 569 440 624	90 034 488 517	67 633 156 254
07.3 Autres travaux routiers	160 753 891 050	269 787 194 465	209 103 610 260	217 895 570 670
08 Affaires Sociales	114 366 967 679	91 772 680 265	62 958 162 753	79 881 377 547
08.0 Administration générale	18 561 762 128	17 831 047 410	16 158 433 905	14 234 458 924
08.1 Formations destinées aux femmes	3 019 111 991	4 376 684 273	2 830 300 236	3 334 162 899
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	32 848 349 020	28 476 058 697	22 447 762 567	27 456 750 241
08.3 Formation au personnel d'appui	1 577 369 716	1 541 374 865	1 277 493 733	1 140 560 358
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	58 360 374 824	39 547 515 020	21 241 862 123	33 715 445 125
09 Décentralisation	131 965 961 967	165 309 274 257	122 939 332 616	115 112 561 280
09.1 Décentralisation	131 965 961 967	165 309 274 257	122 939 332 616	115 112 561 280
10 Reconstructions et réhabilitations	6 863 178 452	5 963 683 470	5 490 042 301	17 231 987 397
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 953 040 617	1 519 633 020	1 449 627 665	4 769 337 619
10.2 Habitat et logement sociaux	4 910 137 835	4 444 050 450	4 040 414 636	12 462 649 778
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	59 318 280 431	45 605 782 204	16 684 277 778	84 241 617 859
11.1 Promotion et insertion des jeunes	56 339 648 825	42 406 038 682	13 784 114 928	80 912 691 482
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 978 631 606	3 199 743 522	2 937 463 617	3 328 926 377
TOTAL	3 572 047 832 786	3 845 065 865 686	2 785 528 185 344	3 027 485 282 715

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN SEPTEMBRE 2025

(En FCFA)

ACTIVITES	Objectif annuel 2025	Objectif 3èmer Trimestre 2025	Total Exécution fin septembre 2025
PROTECTION SOCIALE	40 938 659 208	26 300 279 321	38 498 215 460
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	16 000 000 000	10 000 000 000	19 884 416 592
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	1 038 659 208	890 279 321	1 483 798 868
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	7 920 000 000	9 900 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	10 700 000 000	7 490 000 000	7 230 000 000
78109000095 Couverture Maladie Universelle	5 400 000 000	3 780 000 000	4 050 000 000
78074000641 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	5 300 000 000	3 710 000 000	3 180 000 000
SANTE	331 252 569 858	250 150 184 872	257 682 932 180
Personnel santé fonctionnaire	277 793 812 239	216 386 759 007	219 607 534 476
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 220 441 993	770 805 469	1 741 150 440
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 540 097 277	1 604 271 964	950 257 836
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 229 099 008	2 039 430 952	1 040 612 283
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	7 724 933 992	4 878 905 679	5 856 056 626
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	14 725 000 000	9 300 000 000	7 645 967 519
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	17 898 000 000	11 304 000 000	14 398 000 000
Approvisionnement en médicaments	6 121 185 350	3 866 011 800	6 443 353 000
EDUCATION	750 607 119 137	577 764 850 818	587 953 767 225
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	12 892 901 133	19 832 962 308
Education primaire et préscolaire	687 235 170 968	529 073 858 695	558 059 214 286
Programme de cantines scolaires	3 705 542 722	3 176 179 476	4 167 965 794
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et mallettes pédagogiques	9 486 302 000	8 131 116 000	7 214 622 199
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	6 544 645 100	5 609 695 800	0
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	667 498 681 146	512 156 867 419	546 676 626 293
Enseignement technique et formation professionnelle	45 874 439 489	35 798 090 990	10 061 590 631
Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	2 866 500 000	2 457 000 000	347 299 996
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	6 690 285 000	5 734 530 000	6 547 100 000
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	1 057 654 490	906 560 991	1 567 190 635
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	35 259 999 999	26 699 999 999	1 600 000 000
EMPLOI DES JEUNES	5 062 431 362	4 103 045 571	10 952 749 416
Programme Emploi Jeunes	4 133 172 938	3 306 538 350	10 000 000 000
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	394 988 405	338 561 490	546 460 476
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	238 000 000	204 000 000	177 737 782
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	296 270 020	253 945 731	228 551 158
TOTAL	1 127 860 779 564	858 318 360 582	895 087 664 281

Source : SIGOBE/DGBF